



Coalition for the International Criminal Court

www.coalitionfortheicc.org

Pour plus d'informations, contactez :

Aux Philippines : Evelyn Balais-Serrano

Coordinatrice régionale pour l'Asie-Pacifique, Coalition pour la CPI

Tel: +632 456 6196 or +632 926 7882

Email: serrano@coalitionfortheicc.org

À New York : Michelle Reyes Milk

Officier de liaison pour l'Asie-Pacifique, Coalition pour la CPI

Tel: (+) 1 646 465 8520

Email: reyes@coalitionfortheicc.org

À La Haye: Oriane Maillet

Directrice de communication, Coalition pour la CPI

Tel: (+31) 70 311 10 82

Email: maillet@coalitionfortheicc.org

POUR DISTRIBUTION IMMÉDIATE

1er février 2011

La Coalition mondiale appelle les Philippines à ratifier le Statut de Rome

Rejoindre la CPI doit être une priorité pour garantir la responsabilité

New York, États-Unis/Manilles, Philippines – La Coalition pour la Cour pénale internationale —un réseau de plus de 2 500 organisations non gouvernementales et de la société civile — appelle les Philippines à démontrer leur engagement à la justice internationale et à l'état de droit en rejoignant la Cour pénale internationale (CPI). Les Philippines sont le pays cible de la Campagne de ratification universelle (CRU) de la Coalition pour février 2011. La CRU est une campagne mensuelle créée afin d'encourager les pays à rejoindre le système du Statut de Rome – le traité fondateur de la première cour internationale permanente capable de poursuivre les responsables de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Dans une lettre datée du 1er Février 2011 envoyée au président philippin S.E. Benigno S. Aquino III, la Coalition a exhorté le nouveau gouvernement philippin à faire de la ratification du Statut de Rome une priorité et à rejoindre le mouvement mondial visant à mettre fin à l'impunité. 114 États ont désormais adhéré ou ratifié au Statut de Rome et 139 en sont signataires.

« Les membres de la Coalition membres aux Philippines ont un très grand respect pour la démocratie et l'état de droit », a déclaré William R. Pace, Coordinateur de la Coalition. « Nous estimons que le nouveau gouvernement des Philippines peut promouvoir ces principes et continuer de servir d'exemple au niveau national et dans toute l'Asie en rejoignant la Cour pénale internationale. »

La Coalition a appelé les Philippines à multiplier ses efforts visant à aboutir à la ratification du Statut de Rome afin de s'assurer que les progrès réalisés jusqu'ici ne restent pas vains. Ratifier le Statut de Rome serait conforme à l'engagement du gouvernement philippin à faire respecter les

droits de l'homme comme prévu par la Constitution, et à promouvoir le droit international comme le démontre la loi nationale relative aux crimes internationaux « *The Philippine Act on Crimes against International Humanitarian Law, Genocide, and Other Crimes against Humanity* » adoptée le 11 décembre 2009. Le président Aquino a également réitéré cet engagement lors de la commémoration de la Journée internationale des droits de l'homme en décembre 2010.

« Ratifier le Statut de Rome permettrait de démontrer l'engagement du nouveau gouvernement des Philippines à faire respecter la justice, les droits de l'homme et l'état de droit », a déclaré Loretta Ann P. Rosales, ancienne présidente de la Coalition philippine pour la Cour pénale internationale et actuelle présidente de la Commission philippine des droits de l'homme sous l'administration Aquino. « Nous appelons le président Aquino à faciliter au plus vite le traitement de la question de la ratification afin de permettre aux Philippines de continuer son chemin le menant à devenir État partie au Traité », a-t-elle ajouté.

Une fois que les Philippines rejoignent la Cour, la région sous-représentée d'Asie-Pacifique aura une voix plus forte au sein de la CPI et sera en mesure de participer plus pleinement. À ce jour, seuls sept États asiatiques—Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Japon, République de Corée, Mongolie et Timor-Leste—sont membres de la CPI. La ratification des Philippines encouragerait les autres pays de la région à rejoindre le mouvement mondial appelant à la responsabilité pour les crimes les plus graves.

En tant qu'État partie, les Philippines seraient en mesure de participer activement à l'Assemblée annuelle des États parties (AEP) – l'organe législative de la CPI – au cours de laquelle les États prennent des décisions cruciales concernant l'administration de la Cour, y compris l'élection des juges et du procureur. L'année prochaine, six juges, le procureur et le procureur adjoint de la CPI achèveront leur mandat, laissant ainsi leur poste vacant. Ce sera donc l'occasion pour les Philippines ainsi que d'autres États parties de la région de nommer des candidats à ces postes capitaux afin de garantir une représentation nationale et régionale au sein de ce nouveau système de justice.

Contexte : La CPI est la première cour internationale permanente au monde à poursuivre les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Il existe actuellement 114 États parties. Central au mandat de la Cour est le principe de complémentarité qui stipule que la Cour n'interviendra que si les juridictions nationales sont incapables ou n'ont pas la volonté d'enquêter et de poursuivre de tels crimes. À ce jour, la CPI a ouvert des enquêtes dans cinq situations: en République centrafricaine, au Darfour (Soudan), en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Kenya. Elle a émis douze mandats d'arrêt et trois citations à comparaître. Deux procès sont en cours et un troisième devrait s'ouvrir en 2010. Le Bureau du procureur de la CPI a rendu déclaré publiquement examiné au moins huit situations sur quatre continents, dont en Afghanistan, en Colombie, en Côte d'Ivoire, en Géorgie, en Guinée et en Palestine.

La Coalition pour la Cour pénale internationale est un réseau mondial des organisations de la société civile dans 150 pays œuvrant pour une Cour pénale internationale juste, efficace et indépendante et un meilleur accès à la justice pour les victimes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.coalitionfortheicc.org

#####